

# FAIT DU JOUR

politique.union@sonapresse.com

## Éducation/Formation professionnelle : grosse pression sur le gouvernement

S.A.M.  
Libreville/Gabon

L'ÉQUIPE gouvernementale a du pain sur la planche. Il va lui falloir, en effet, mettre en musique, très rapidement, les dernières annonces faites par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, dans des secteurs tels que la Formation professionnelle. Par conséquent l'emploi et l'éducation.

Les centres de formation de Nkok et de Mvengue sont désormais opérationnels. Celui de Ntchengue entrera bientôt en fonction. Si ces trois entités sont la conséquence de la réforme de l'enseignement professionnel et technique, il semble que les responsables actuels de ce département ministériel aient oublié de se pencher sur d'autres dossiers. Comme la mise en route du Centre des métiers du transport et de la logistique devant assurer

la formation initiale des jeunes et la formation continue des salariés des entreprises dans une dizaine de filières des secteurs du transport et de la logistique. Autant d'éléments qui permettraient d'avoir une offre plus complète en termes de formation professionnelle.

La création de 100 000 auto-entrepreneurs suscite évidemment quelques questions. Comment le gouvernement va-t-il structurer ce secteur particulier dans les mois et les années à venir ? Actuellement, l'environnement de l'auto-entrepreneuriat est un véritable cafoouillis. Personne ne sait vraiment si la sécurité sociale auto-entrepreneur, la fiscalité de l'auto-entreprise ou les aides (allègement des cotisations ou encore prêts) existent. Il y a des initiatives publiques ou privées qui comblent difficilement les insuffisances actuelles de ce secteur. Le gouvernement doit donc prendre et vulgariser les mesures

nécessaires à un auto-entrepreneuriat aux possibilités presque infinies (santé, tourisme, organisation de mariage, etc.). Au risque de ne pas atteindre les objectifs définis à l'occasion du 17-Août.

Pour "accompagner les familles dans une préparation sereine de la rentrée", le président de la République a annoncé le versement d'une allocation de rentrée scolaire d'ici la fin de ce mois. Une annonce qui va donc obliger le gouvernement à se pencher rapidement sur ses contours. De nombreuses interrogations se posent là aussi. En effet, versée les années précédentes aux agents de l'État et parents d'élèves âgés de moins de 18 ans sur présentation d'un certificat de scolarité, on se demande si elle sera étendue à de nouveaux bénéficiaires et revalorisée en raison de l'inflation actuelle. Les membres du gouvernement sont décidément sous pression.



Photo: DR

Une vue des travaux de réhabilitation effectués au centre de formation Basile Ondimba.

## Transport scolaire gratuit : comme une bouffée d'oxygène

I.I  
Libreville/Gabon

À côté de l'allocation de rentrée scolaire, l'annonce par le chef de l'État du retour du transport scolaire gratuit est l'une des mesures qui doit réjouir plus d'un parent en cette veille de rentrée scolaire. C'est un truisme de relever ici que le problème de transport se pose avec acuité dans la capitale, par extension dans le Grand Libreville. Davantage encore pour les scolaires qui ont des contraintes horaires pour rallier leurs établissements scolaires respectifs.

C'est dire combien ce retour annoncé du transport scolaire gratuit va soulager des familles modestes qui consacrent une part non négligeable des revenus du ménage au transport scolaire de leur progéniture. Surtout avec le prix du trajet – souvent saucissonné – des taxis qui a doublé, voire

quadruplé ces dernières années dans la capitale. Des taxis que ces jeunes élèves se disputent très souvent avec des adultes plus à l'aise dans le phénomène de la "mise" sévissant chez les taximen de la capitale.

Il revient maintenant à ceux qui sont en charge de matérialiser cette annonce du président de la République de trouver la bonne organisation pour ne pas retomber dans les ratés et les travers du passé. Cela concerne aussi pour la prorogation du transport urbain gratuit décidé par Ali Bongo Ondimba ce 16 août 2022.

Pour le cas spécifique du transport scolaire, on s'en souvient, une expérience similaire avait été tentée avec la Sogatra, mais elle a tourné court sans que l'on sache pourquoi. La bonne organisation devrait peut-être s'inspirer de l'exemple de la Sotravil des années 80 où les bus étaient exclusivement affectés au transport

des élèves.

L'organisation de l'époque était telle que ne montaient dans ces bus bleu et jaune que des élèves scolarisés disposant de leur macaron personnel. Un sésame dont le coût annuel n'excédait pas mille francs CFA à l'époque. Les bus étaient réguliers, avec des itinéraires, des horaires et lieux de ramassage bien précis. L'ex-gare routière faisait office de "hub" pour l'ensemble des bus en partance ou en provenance des différents établissements de la capitale.

Malgré la population scolaire qui a considérablement augmenté ces dernières décennies et des embouteillages sur certains axes, une bonne organisation du système de ramassage des élèves avec des bus suffisants devrait permettre de relever le défi du transport scolaire et soulager un tant soit peu les parents modestes. Et c'est tout l'enjeu de l'annonce présidentielle.

## Énergie : entre agacement et espoir



Photo : Sveltana Ntsame Ndong

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

AVEC son important potentiel hydroélectrique, le Gabon va-t-il un jour parvenir à couvrir les besoins en énergie de sa faible population ? Ce paradoxe constitue toujours la singularité du " cas Gabon " qui, en dépit des moyens colossaux mis à la disposition des différentes entités compétentes, n'arrive toujours pas à fournir en quantité et en qualité l'énergie nécessaire aux ménages et aux entreprises. Cette problématique, qui revient dans chaque discours du chef de l'État, démontre son insatisfaction devant la réalité. Toutefois, Ali Bongo Ondimba se veut optimiste au vu

des chantiers d'amélioration de la desserte en eau et en électricité qui se sont multipliés, à travers le pays. " Sur le volet eau, depuis mars 2021, plus de 120 kilomètres de canalisations ont été rénovés et 200 kilomètres sont encore à venir afin d'améliorer la vie de plus de 300 mille de nos concitoyens dans le Grand Libreville. Sur le volet électricité en 2021, des travaux d'extension, de réhabilitation et de raccordement au réseau ont été livrés dans sept des neuf provinces du pays. Au moment où je vous parle, d'autres chantiers sont en cours dans toutes les provinces afin d'améliorer significativement la desserte en eau et en électricité ", s'est tout de même réjoui le président de la République.